

RCS : VERSAILLES

Code greffe : 7803

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de VERSAILLES atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1994 B 01743

Numéro SIREN : 552 048 837

Nom ou dénomination : SKF FRANCE

Ce dépôt a été enregistré le 10/06/2022 sous le numéro de dépôt 11184

SKF FRANCE

Société par actions simplifiée

34 Avenue des 3 Peuples

78180 Montigny-le-Bretonneux

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

SKF FRANCE

Société par actions simplifiée

34 Avenue des 3 Peuples

78180 Montigny-le-Bretonneux

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

A l'associé unique de la société SKF FRANCE

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société SKF FRANCE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Indemnités de départ à la retraite et indemnités assimilées » de l'annexe aux comptes annuels, qui expose le changement de méthode relatif à l'application de la recommandation n° 2013-02 de l'ANC, modifiée le 5 novembre 2021, ayant introduit un choix de méthodes pour la répartition des droits à prestation pour certains régimes à prestations définies.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 4 Mai 2022

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés



Anne DEMERLÉ

Bilan - Actif

| Rubriques | Montant Brut | Amort. Prov. | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
|--|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| Capital souscrit non appelé | | | | |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | | |
| Frais d'établissement | | | | |
| Frais de développement | 1 068 693 | 1 068 693 | | |
| Concessions, brevets et droits similaires | 1 701 970 | 1 701 970 | | 201 |
| Fonds commercial | 679 621 | 239 621 | 440 000 | 440 000 |
| Autres immobilisations incorporelles | 38 612 | 16 625 | 21 987 | 28 423 |
| Avances, acomptes sur immo. incorporelles | | | | |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | | |
| Terrains | 8 369 949 | 2 098 484 | 6 271 466 | 6 458 151 |
| Constructions | 59 367 753 | 34 728 855 | 24 638 898 | 26 114 396 |
| Installations techniques, matériel, outillage | 161 882 786 | 131 733 246 | 30 149 540 | 31 769 348 |
| Autres immobilisations corporelles | 3 761 927 | 2 989 983 | 771 944 | 451 561 |
| Immobilisations en cours | 29 196 863 | | 29 196 863 | 11 005 571 |
| Avances et acomptes | | | | |
| IMMOBILISATIONS FINANCIERES | | | | |
| Participations par mise en équivalence | | | | |
| Autres participations | 244 005 | 99 900 | 144 105 | 144 105 |
| Créances rattachées à des participations | | | | |
| Autres titres immobilisés | | | | |
| Prêts | 19 954 | | 19 954 | 14 282 |
| Autres immobilisations financières | 167 603 | | 167 603 | 168 379 |
| ACTIF IMMOBILISE | 266 499 737 | 174 677 376 | 91 822 361 | 76 594 417 |
| STOCKS ET EN-COURS | | | | |
| Matières premières, approvisionnements | 45 126 439 | 3 215 118 | 41 911 321 | 30 964 181 |
| En-cours de production de biens | 71 759 | | 71 759 | 325 948 |
| En-cours de production de services | | | | |
| Produits intermédiaires et finis | 32 484 114 | 1 960 343 | 30 523 771 | 27 079 757 |
| Marchandises | 12 719 801 | | 12 719 801 | 11 985 085 |
| Avances et acomptes versés sur commandes | 124 500 | | 124 500 | 203 038 |
| CREANCES | | | | |
| Créances clients et comptes rattachés | 168 783 455 | 3 070 872 | 165 712 583 | 151 118 016 |
| Autres créances | 11 096 190 | | 11 096 190 | 5 619 315 |
| Capital souscrit et appelé, non versé | | | | |
| DIVERS | | | | |
| Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :) | | | | |
| Disponibilités | 894 796 | | 894 796 | 1 237 615 |
| COMPTES DE REGULARISATION | | | | |
| Charges constatées d'avance | 564 609 | | 564 609 | 350 891 |
| ACTIF CIRCULANT | 271 865 663 | 8 246 333 | 263 619 330 | 228 883 846 |
| Frais d'émission d'emprunts à étaler | | | | |
| Primes de remboursement des obligations | | | | |
| Ecart de conversion actif | 7 450 | | 7 450 | 62 435 |
| TOTAL GENERAL | 538 372 850 | 182 923 709 | 355 449 140 | 305 540 697 |

Bilan - Passif

| Rubriques | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
|---|--------------------|--------------------|
| Capital social ou individuel (dont versé : 41 850 000) | 41 850 000 | 41 850 000 |
| Primes d'émission, de fusion, d'apport | 887 598 | 887 598 |
| Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :) | 2 536 524 | 2 536 524 |
| Réserve légale | 4 764 357 | 4 764 357 |
| Réserves statutaires ou contractuelles | | |
| Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours) | | |
| Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes) | 2 889 469 | 2 889 469 |
| Report à nouveau | 23 736 297 | 21 955 601 |
| RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte) | 18 342 633 | 6 044 604 |
| Subventions d'investissement | 243 140 | 300 349 |
| Provisions réglementées | 29 485 295 | 28 339 420 |
| CAPITAUX PROPRES | 124 735 313 | 109 567 922 |
| Produits des émissions de titres participatifs | | |
| Avances conditionnées | | |
| AUTRES FONDS PROPRES | | |
| Provisions pour risques | 12 843 393 | 18 762 587 |
| Provisions pour charges | 3 194 544 | 7 435 124 |
| PROVISIONS | 16 037 937 | 26 197 710 |
| DETTES FINANCIERES | | |
| Emprunts obligataires convertibles | | |
| Autres emprunts obligataires | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | | |
| Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs) | 16 057 650 | 15 583 961 |
| Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | 3 190 337 | 617 499 |
| DETTES D'EXPLOITATION | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 88 358 152 | 81 790 638 |
| Dettes fiscales et sociales | 43 049 247 | 34 703 989 |
| DETTES DIVERSES | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | |
| Autres dettes | 63 950 604 | 37 001 731 |
| COMPTES DE REGULARISATION | | |
| Produits constatés d'avance | | |
| DETTES | 214 605 990 | 169 697 818 |
| Ecart de conversion passif | 69 901 | 77 247 |
| TOTAL GENERAL | 355 449 140 | 305 540 697 |

Compte de résultat

| Rubriques | France | Exportation | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
|---|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| Ventes de marchandises | | | | |
| Production vendue de biens | 160 924 061 | 599 106 058 | 760 030 119 | 620 957 301 |
| Production vendue de services | 23 652 549 | 39 623 634 | 63 276 182 | 54 125 723 |
| CHIFFRES D'AFFAIRES NETS | 184 576 609 | 638 729 692 | 823 306 301 | 675 083 024 |
| Production stockée | | | 3 721 293 | -3 574 263 |
| Production immobilisée | | | | |
| Subventions d'exploitation | | | 211 971 | 13 598 |
| Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges | | | 8 081 112 | 6 144 628 |
| Autres produits | | | 550 213 | 589 785 |
| PRODUITS D'EXPLOITATION | | | 835 870 890 | 678 256 772 |
| Achats de marchandises (y compris droits de douane) | | | 221 782 491 | 191 163 326 |
| Variation de stock (marchandises) | | | -734 717 | 1 732 066 |
| Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane) | | | 291 640 816 | 219 874 447 |
| Variation de stock (matières premières et approvisionnements) | | | -9 615 290 | 5 811 604 |
| Autres achats et charges externes | | | 156 901 768 | 97 449 038 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | | | 7 533 049 | 9 183 077 |
| Salaires et traitements | | | 86 958 040 | 80 218 386 |
| Charges sociales | | | 38 350 704 | 37 460 528 |
| DOTATIONS D'EXPLOITATION | | | | |
| Sur immobilisations : dotations aux amortissements | | | 7 450 673 | 7 597 168 |
| Sur immobilisations : dotations aux dépréciations | | | | |
| Sur actif circulant : dotations aux dépréciations | | | 2 013 635 | 1 074 716 |
| Dotations aux provisions | | | 1 818 829 | 3 403 502 |
| Autres charges | | | 642 326 | 347 946 |
| CHARGES D'EXPLOITATION | | | 804 742 324 | 655 315 804 |
| RESULTAT D'EXPLOITATION | | | 31 128 566 | 22 940 968 |
| OPERATIONS EN COMMUN | | | | |
| Bénéfice attribué ou perte transférée | | | | |
| Perte supportée ou bénéfice transféré | | | | |
| PRODUITS FINANCIERS | | | | |
| Produits financiers de participations | | | | |
| Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé | | | | |
| Autres intérêts et produits assimilés | | | | |
| Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges | | | | |
| Différences positives de change | | | | |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | |
| PRODUITS FINANCIERS | | | | |
| Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions | | | | |
| Intérêts et charges assimilées | | | 1 664 899 | 1 369 809 |
| Différences négatives de change | | | | |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | |
| CHARGES FINANCIERES | | | 1 664 899 | 1 369 809 |
| RESULTAT FINANCIER | | | -1 664 899 | -1 369 809 |
| RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS | | | 29 463 667 | 21 571 159 |

Compte de résultat

| Rubriques | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
|---|--------------------|--------------------|
| Produits exceptionnels sur opérations de gestion | 159 500 | 6 968 489 |
| Produits exceptionnels sur opérations en capital | 57 709 | 57 209 |
| Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges | 108 159 458 | 5 335 134 |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | 108 376 666 | 12 360 833 |
| Charges exceptionnelles sur opérations de gestion | 2 987 648 | 444 735 |
| Charges exceptionnelles sur opérations en capital | 99 178 364 | 170 602 |
| Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions | 4 319 336 | 22 604 490 |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES | 106 485 348 | 23 219 827 |
| RESULTAT EXCEPTIONNEL | 1 891 319 | -10 858 994 |
| Participation des salariés aux résultats de l'entreprise | 8 223 644 | 1 149 782 |
| Impôts sur les bénéfices | 4 788 708 | 3 517 779 |
| TOTAL DES PRODUITS | 944 247 557 | 690 617 605 |
| TOTAL DES CHARGES | 925 904 923 | 684 573 001 |
| BENEFICE OU PERTE | 18 342 633 | 6 044 604 |

Annexes

Faits caractéristiques et Evènements post clôture

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31.12.2021, dont le total est de 355 449 140 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, et dégagant un bénéfice de 18 342 633 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01.01.2021 au 31.12.2021

Faits caractéristiques

SKF France a fait l'objet de deux vérifications de comptabilité relatives aux exercices 2013 et 2014, d'une part, et aux exercices 2015, 2016 et 2017, d'autre part, qui ont eu exclusivement trait à des problématiques de prix de transfert et ont donné lieu à un règlement d'ensemble conclu le 20 novembre 2019.

SKF France a introduit le 26 décembre 2019 une procédure d'élimination des doubles impositions sur la période 2013-2017 auprès du service compétent de la Direction Générale des Finances Publiques.

Dans le prolongement de ces deux procédures de vérification, l'administration fiscale a contrôlé l'exercice 2018 au cours de l'année 2020, uniquement sous l'angle des prix de transfert, et a notifié à la société une proposition de rectification en date du 31 mars 2021 : les rappels d'impôt sur les sociétés se sont élevés à 4,9 M€ et ont été acquittés en octobre 2021.

2021 a été marquée par une forte reprise de l'activité, sans comparaison avec l'année précédente qui avait été marquée par la crise du covid. 2021 est en progression de 5% en termes de chiffre d'affaires par rapport à 2019, dernière année de référence, alors que le résultat d'exploitation baisse de 40%, principalement sous l'effet de l'augmentation du coût d'achats des marchandises et matières premières.

Le projet de réorganisation décidé en septembre 2020 et signé le 19 mars 2021 a commencé dernière moitié de l'exercice 2021 et se poursuit sur l'exercice 2022.

Il a été décidé de :

- Réorganiser les activités des systèmes de lubrification ainsi que le service de rénovation de broches et ajuster les activités dédiées à la conception et à l'homologation des produits à destination du secteur automobile, basés sur le site de Saint-Cyr.
- Réduire les coûts de structure et ajuster l'organisation des fonctions support des sites de Montigny et de Saint-Cyr.
- Transférer les activités de production des couronnes d'orientation sur le site de Saint-Cyr.

La provision comptabilisée au 31/12/2020 a donc été reprise partiellement sur l'exercice 2021.

A la date d'arrêté des comptes, la continuité d'exploitation n'est pas remise en cause et SKF France continue de bénéficier du cash pooling du Groupe.

Evènements post clôture

Pour 2022, il est très difficile de faire une prévision – la guerre en Ukraine a remis en cause certains marchés commerciaux et a pour conséquence des hausses importantes sur la partie matière qui risque de fragiliser la profitabilité.

Règles et méthodes comptables

Les états financiers ont été établis en conformité avec les principes généraux d'établissement et de présentation des comptes définis par le code de commerce et le règlement ANC n° 2018-01 du 20 Avril 2018.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Actif immobilisé

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Lorsque leur durée d'utilité est définie, les immobilisations incorporelles sont amorties sur leur durée d'utilisation attendue par la société.

Les fonds commerciaux inscrits au bilan et ayant une durée d'utilisation non limitée ne sont pas amortis et font l'objet d'un test de dépréciation sur une base annuelle.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition) ou à leur coût de production (hors intérêts des emprunts dédiés à la production).

La réévaluation de 1976, pour les immobilisations acquises antérieurement à cette date, s'ajoute à la valeur brute des immobilisations corporelles.

La société applique les règles du Plan Comptable Général prévues en matière de définition, d'évaluation, de comptabilisation, de dépréciation et d'amortissement des actifs, telles que définies dans les règlements suivants :

- Règlement 2002-10 du 12 Septembre 2002 relatif aux amortissements et dépréciations d'actifs,
- Règlement 2004-06 du 23 Novembre 2004 relatif à la définition, à la comptabilisation et à l'évaluation.

Règles et méthodes comptables

L'application de ces règlements et la redéfinition des durées d'utilisations des immobilisations concernées se sont traduites par l'augmentation de leur durée de vie moyenne.

S'agissant des immobilisations non décomposées, la société SKF France S.A.S a comptabilisé au 31 décembre 2021 des amortissements dérogatoires en provisions réglementées s'élevant à 29 485 294 € correspondant à la différence entre la durée d'usage (fiscale) et la durée d'utilisation (comptable)

La société amortit ses immobilisations sur leur durée d'utilité, reflétant ainsi le rythme selon lequel les avantages économiques futurs liés à l'actif sont consommés par l'entreprise. N'ayant pas identifié de valeur significative et mesurable à la fin d'utilisation des actifs, SKF France S.A.S. n'a pas retenu de valeur résiduelle pour la définition de ses bases amortissables.

Les modes et durées d'amortissements retenus sont les suivants :

| Natures / Modes et durées d'amortissements | Economiques | | Fiscaux | |
|---|-------------|-------------|-----------------------------|-------------|
| | Mode | Durée | Mode | Durée |
| Constructions | Linéaire | 33 ans | Linéaire | 10 à 20 ans |
| Installations générales, Agencements Aménagements divers | Linéaire | 10 à 20 ans | Linéaire ou Dégressif | 10 à 20 ans |
| Installation techniques, Matériel et outillage industriel | Linéaire | 5 à 20 ans | Linéaire ou Dégressif | 5 à 10 ans |
| Matériel de transport | Linéaire | 4 ans | Linéaire ou Dégressif | 4 ans |
| Matériel et informatique, Mobilier | Linéaire | 1 à 4 ans | Linéaire ou Dégressif | 4 à 10 ans |

La différence entre l'amortissement dégressif et l'amortissement économique est comptabilisée au passif du bilan en amortissements dérogatoires.

Les subventions d'investissement sont constatées en produits exceptionnels sur la même durée et au même rythme que l'amortissement de l'immobilisation acquise.

Immobilisations financières

Les titres de participations ainsi que les autres titres ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, hors frais d'acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres cédés a été estimée selon la méthode du coût unitaire moyen pondéré.

A la clôture de l'exercice, la valeur des titres de participation est comparée à la valeur d'utilité tenant compte de la quote-part d'actif net majoré des plus-values latentes, et de la tendance des résultats ainsi que de l'intérêt économique des sociétés pour le groupe.

Règles et méthodes comptables

En cas de situation nette négative de filiales pour lesquelles la société a une obligation juridique et implicite de soutien, une dépréciation pour risques complémentaire est constituée.

Les prêts, dépôts et autres créances immobilisées ont été évalués à leur valeur nominale, et ont, le cas échéant, été dépréciés pour tenir compte de leur valeur actuelle à la clôture de l'exercice.

Stocks

Les matières premières, fournitures et produits finis sont évalués à partir des coûts standards revalorisés selon la méthode Premier Entré / Premier Sorti.

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires à l'exception de toute valeur ajoutée.

L'évaluation des produits et travaux en cours comprend :

- Les coûts des matières et approvisionnements,
- Les frais directs de fabrication,
- Les frais fixes d'atelier et d'usine ainsi que les amortissements.

Les frais commerciaux, de siège social, financiers et de recherche et développement n'y sont pas inclus.

Les produits en stock dont la rotation est lente, ou en état d'obsolescence technique ou commerciale, ont fait l'objet de dépréciations calculées référence par référence.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur de réalisation des produits stockés est inférieure à leur coût de production ou d'acquisition. La valeur de réalisation est notamment estimée en fonction des perspectives de revente des produits stockés.

Les différences entre les dépréciations pratiquées et celles admises par l'administration sont retraitées fiscalement.

Créances et dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Les créances et dettes libellées en monnaies étrangères ont été évaluées sur la base du cours de change à la clôture du bilan.

Les différences de cette évaluation ont été inscrites en écarts de conversion actif ou passif.

Une dépréciation est effectuée lorsque des créances présentent un risque d'irrecouvrabilité.

Conformément au règlement ANC n° 2015-05 relatif aux instruments financiers à terme et aux opérations de couverture, depuis le 1er janvier 2017, les pertes et gains de changes afférents aux opérations commerciales sont présentés en résultat d'exploitation en autres produits et autres charges.

Il en est de même pour les dotations et les reprises de provisions pour pertes de change latentes sur créances et dettes commerciales.

Règles et méthodes comptables

Provisions réglementées

Les provisions réglementées figurant au bilan représentent la différence entre les amortissements fiscaux et les amortissements pour dépréciation calculés suivant les modalités énoncées ci-avant. Ces provisions sont détaillées sur l'état des provisions et font partie des capitaux propres au bilan.

La contrepartie des mouvements constatés sur le poste provisions réglementées est comptabilisée en résultat exceptionnel.

Opérations en devises

Les charges et les produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les dettes, créances et disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur à la clôture de l'exercice.

La différence résultant de l'actualisation des dettes et des créances en devises à la fin de l'exercice est portée au bilan en « écart de conversion ».

Les pertes latentes font l'objet d'une provision pour risque.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque sont comptabilisées à leur valeur nominale. Les liquidités immédiates libellées en devises sont comptabilisées en euros sur la base du cours de change officiel de clôture.

Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont justifiées par des risques certains ou probables et font l'objet d'une estimation au cas par cas.

Des provisions pour risques et charges sont constituées lorsque la société a une obligation à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain qu'elle devra faire face à une sortie de ressources au profit de ces tiers sans contrepartie. Ces provisions sont estimées en prenant en considération les hypothèses les plus probables à la date d'arrêt des comptes.

Indemnités de départ à la retraite et indemnités assimilées

La société comptabilise, dans ses comptes sociaux, les engagements au titre des indemnités de départ à la retraite du personnel en activité valorisés sur la base d'un calcul actuariel, conformément aux recommandations du communiqué du Conseil National de la Comptabilité du 22 juillet 2004, la recommandation de l'ANC du 7 novembre 2013, la recommandation 2003-R.01 du 1^{er} avril 2003 et à la norme IAS 19 révisée. Les écarts actuariels générés au cours de l'exercice 2021 ont été comptabilisés par le compte de résultat.

Règles et méthodes comptables

Ces engagements de retraite sont déterminés avec le support d'actuaire externes, selon la méthode des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations, et chacune de ces unités est évaluée séparément pour obtenir l'obligation finale.

Les principales hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

| | N | N-1 |
|--|-------------|-------------|
| - Taux d'actualisation | 1,15 % | 0,65 % |
| - Taux de charges sociales (en cas de départ volontaire) | 46 % | 47 % |
| - Taux d'augmentation des salaires cadres * | 2,8 % | 2,8 % |
| - Taux d'augmentation des salaires non cadres * | 2,8 % | 2,8 % |
| | | |
| - Taux de rotation du personnel variant selon l'âge et les catégories professionnelles | 0,5 à 2.6 % | 0,5 à 2.2 % |
| - Table de mortalité Insee | 2012-2014 | 2012-2014 |

* inflation comprise

Cette évaluation est réalisée une fois par an.

En 2021, le comité d'interprétation des normes IFRS (IFRIC) a réinterprété la détermination de la période d'acquisition des droits de certains régimes de retraite. (norme IAS 19)

Le régime concerné par le groupe SKF France est les indemnités de fin de carrière.

L'ancienne méthode de détermination de la période d'acquisition :

Engagement en fonction de l'ancienneté passée au calcul / Ancienneté totales projetée au départ

La nouvelle méthode :

La convention de la métallurgie prévoyant des droits définis par palier d'ancienneté :

Aucun droit n'est acquis en cas de départ avant l'âge de la retraite

Les droits plafonnent après un certain nombre d'année d'ancienneté

L'engagement s'effectue sur les dernières années de carrière du salarié dans l'entreprise et par plafond

La conséquence de ce changement de méthode est la baisse des engagements constatés par les capitaux propres. Pour la société, elle se caractérise par une baisse de 1 736K€ : la provision IDR au 31/12/2020 est donc passée de 7 435K€ à 5 699K€.

Au 31 décembre 2021, les engagements envers le personnel s'élèvent à 25 965 K€, alors que la société dispose d'un actif de couverture (correspondant aux fonds versés auprès d'un organisme d'assurance) s'élevant à 24 745 K€, conduisant à reconnaître une provision pour risques et charges inscrite au passif du bilan de la société de 1220 K€.

Par ailleurs, le montant de l'engagement au titre des médailles du travail s'élève à 1 975 K€.

Règles et méthodes comptables

Pour les contrats à long terme, une prévision de résultat à fin d'affaire est déterminée lors de l'enregistrement en carnet de commande et est ré-estimée à chaque arrêté de comptes selon les hypothèses les plus vraisemblables à cette date.

Cette prévision de résultat comprend notamment la prise en compte des pénalités correspondant aux retards effectifs ou prévus en fonction du calendrier prévisionnel de livraison du contrat.

Les résultats sont constatés en résultat de période selon la méthode de l'avancement par les coûts.

En cas de perte à la fin d'affaire, celle-ci est provisionnée pour sa totalité dès qu'elle est connue.

Cette perte à fin d'affaire comprend une estimation de l'ensemble des coûts directs. Les frais hors production (généraux et administratifs) sont directement pris en charge dans l'exercice. Ils ne sont pas inclus dans la provision pour perte à terminaison des contrats déficitaires.

Impôt sur les sociétés

Selon l'accord initial signé en date du 20/12/1995, la société SKF France S.A.S fait partie depuis le 1er janvier 1996 du Groupe fiscal constitué par la société SKF Holding France S.A.S. dans le cadre des articles 223A et suivants du C.G.I

De ce fait la société SKF Holding S.A.S est seule redevable de l'impôt sur les sociétés dû. A ce titre, SKF France S.A.S verse à la société SKF Holding France S.A.S, sa société mère, une somme égale à l'impôt qui aurait grevé son résultat si elle était imposable distinctement.

Immobilisations

| Rubriques | Début d'exercice | Réévaluation | Acquisit., apports |
|--|--------------------|--------------|--------------------|
| FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT | 1 068 693 | | |
| AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 2 420 203 | | |
| Terrains | 8 399 691 | | |
| Dont composants | | | |
| Constructions sur sol propre | 12 538 139 | | |
| Constructions sur sol d'autrui | 12 430 | | |
| Const. Install. générales, agenc., aménag. | 46 737 106 | | 738 525 |
| Install. techniques, matériel et outillage ind. | 161 672 766 | | 3 308 163 |
| Installations générales, agenc., aménag. | 360 721 | | |
| Matériel de transport | 81 414 | | |
| Matériel de bureau, informatique, mobilier | 3 094 822 | | 545 041 |
| Emballages récupérables et divers | | | |
| Immobilisations corporelles en cours | 11 005 571 | | 22 834 555 |
| Avances et acomptes | | | |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 243 902 661 | | 27 426 284 |
| Participations évaluées par mise en équivalence | | | |
| Autres participations | 99 313 069 | | |
| Autres titres immobilisés | | | |
| Prêts et autres immobilisations financières | 182 661 | | 5 672 |
| IMMOBILISATIONS FINANCIERES | 99 495 730 | | 5 672 |
| TOTAL GENERAL | 346 887 287 | | 27 431 956 |

| Rubriques | Virement | Cession | Fin d'exercice | Valeur d'origine |
|--|----------|--------------------|--------------------|------------------|
| FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT | | | 1 068 693 | |
| AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES | | | 2 420 203 | |
| Terrains | | 29 742 | 8 369 949 | |
| Constructions sur sol propre | | 1 087 | 12 537 052 | |
| Constructions sur sol d'autrui | | | 12 430 | |
| Constructions, installations générales, agenc. | | 657 360 | 46 818 270 | |
| Installations techn.,matériel et outillages ind. | | 3 098 143 | 161 882 786 | |
| Installations générales, agencements divers | | | 360 721 | |
| Matériel de transport | | | 81 414 | |
| Matériel de bureau, informatique, mobilier | | 320 071 | 3 319 792 | |
| Emballages récupérables et divers | | | | |
| Immobilisations corporelles en cours | | 4 643 263 | 29 196 863 | |
| Avances et acomptes | | | | |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | 8 749 667 | 262 579 279 | |
| Participations évaluées par mise équivalence | | | | |
| Autres participations | | 99 069 064 | 244 005 | |
| Autres titres immobilisés | | | | |
| Prêts et autres immobilisations financières | | 776 | 187 557 | |
| IMMOBILISATIONS FINANCIERES | | 99 069 840 | 431 562 | |
| TOTAL GENERAL | | 107 819 506 | 266 499 737 | |

Amortissements

| Rubriques | Début d'exercice | Dotations | Reprises | Fin d'exercice |
|---|--------------------|------------------|------------------|--------------------|
| Frais d'établissements et développement | 1 068 693 | | | 1 068 693 |
| Fonds commercial | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | 1 711 959 | 6 637 | | 1 718 595 |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 2 780 651 | 6 637 | | 2 787 288 |
| Terrains | 1 941 541 | 186 685 | 29 742 | 2 098 484 |
| Constructions sur sol propre | 9 595 129 | 202 160 | 684 | 9 796 605 |
| Constructions sur sol d'autrui | 6 029 | 373 | | 6 402 |
| Constructions installations générales, agenc., aménag. | 23 572 122 | 1 944 299 | 590 572 | 24 925 848 |
| Installations techniques, matériel et outillage industriels | 129 903 418 | 4 885 971 | 3 056 143 | 131 733 246 |
| Installations générales, agenc. et aménag. divers | 95 031 | 48 952 | | 143 983 |
| Matériel de transport | 81 414 | | | 81 414 |
| Matériel de bureau et informatique, mobilier | 2 908 952 | 175 596 | 319 962 | 2 764 586 |
| Emballages récupérables, divers | | | | |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 168 103 635 | 7 444 036 | 3 997 103 | 171 550 568 |
| TOTAL GENERAL | 170 884 286 | 7 450 673 | 3 997 104 | 174 337 855 |

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

| Rubriques | Dotations | | | Reprises | | | Mouvements amortissements fin exercice |
|----------------------|---------------------------------|----------------|------------------------|---------------------------------|----------------|------------------------|--|
| | Différentiel de durée et autres | Mode dégressif | Amort.fisc. exception. | Différentiel de durée et autres | Mode dégressif | Amort.fisc. exception. | |
| Frais établis. | | | | | | | |
| Fonds Cial | | | | | | | |
| Autres. INC. | | | | | | | |
| INCORPOREL. | | | | | | | |
| Terrains | 108 799 | | | 23 486 | | | 85 313 |
| Construct. | | | | | | | |
| - sol propre | 38 505 | | | 50 360 | | | -11 855 |
| - sol autrui | 252 | | | | | | 252 |
| - installations | 946 689 | | | 984 170 | | | -37 481 |
| Install. Tech. | 3 128 151 | | | 2 037 882 | | | 1 090 269 |
| Install. Gén. | | | | | | | |
| Mat. Transp. | 1 | | | | | | 1 |
| Mat bureau | 28 057 | | | 8 680 | | | 19 377 |
| Embal récup. | | | | | | | |
| CORPOREL. | 4 250 455 | | | 3 104 579 | | | 1 145 875 |
| Acquis. titre | | | | | | | |
| TOTAL | 4 250 455 | | | 3 104 579 | | | 1 145 875 |

| Charges réparties sur plusieurs exercices | Début d'exercice | Augmentations | Dotations | Fin d'exercice |
|---|------------------|---------------|-----------|----------------|
| Frais d'émission d'emprunts à étaler | | | | |
| Primes de remboursement des obligations | | | | |

Provisions et dépréciations

| <i>Rubriques</i> | <i>31/12/2020</i> | <i>changement de méthode</i> | <i>Dotations</i> | <i>Reprises sans objet</i> | <i>Reprises pour utilisation</i> | <i>31/12/2021</i> |
|---|--------------------|----------------------------------|------------------|--------------------------------|--------------------------------------|-------------------|
| Provisions réglementées | 28 339 419 | | 4 250 454 | 3 104 579 | | 29 485 294 |
| Amortissements dérogatoires | 28 339 419 | | 4 250 454 | 3 104 579 | | 29 485 294 |
| Provisions pour risques et charges | 26 197 710 | | 1 887 710 | 6 892 309 | 3 419 084 | 16 037 935 |
| Provision pour pertes de change | 62 434 | | 7 450 | 62 435 | | 7 449 |
| Provision pour Pensions et retraites | 5 345 970 | -1 736 092 | 1 453 637 | 3 458 938 | 384 833 | 1 219 744 |
| Provision médaille du travail | 2 089 154 | | 232 209 | 4 588 | 341 976 | 1 974 799 |
| Provision pour restructuration | 221 650 | | | | | 221 650 |
| Provisions pour litiges et risques divers | 1 178 502 | | 194 414 | 195 000 | 78 300 | 1 099 616 |
| Provision PSE | 17 300 000 | | | 3 171 348 | 2 613 975 | 11 514 677 |
| Provisions pour dépréciations | 109 396 818 | | 2 013 634 | 102 824 598 | | 8 585 854 |
| Dépréciation sur immobilisations corporelles | | | | | | |
| Dépréciation sur immobilisations incorporelles | 239 621 | | | | | 239 621 |
| Dépréciation sur titres de participation | 8 426 958 | | | 8 327 058 | | 99 900 |
| Dépréciation sur autres immo. Financières | 90 742 006 | | | 90 742 006 | | |
| Dépréciation sur stocks et encours | 5 975 842 | | 1 869 849 | 2 670 230 | | 5 175 461 |
| Dépréciation sur comptes clients | 4 012 391 | | 143 785 | 1 085 304 | | 3 070 872 |
| TOTAL GENERAL | 163 933 947 | | 8 151 798 | 112 821 486 | 3 419 084 | 54 109 083 |

Créances et dettes

| ETAT DES CREANCES | Montant brut | 1 an au plus | plus d'un an |
|---|--------------------|--------------------|----------------|
| Créances rattachées à des participations | | | |
| Prêts | 19 954 | 19 954 | |
| Autres immobilisations financières | 167 603 | | 167 603 |
| Clients douteux ou litigieux | 1 510 106 | 1 510 106 | |
| Autres créances clients | 167 273 349 | 167 273 349 | |
| Créance représentative de titres prêtés | | | |
| Personnel et comptes rattachés | 732 156 | 732 156 | |
| Sécurité Sociale et autres organismes sociaux | | | |
| Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices | | | |
| Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée | 9 793 628 | 9 793 628 | |
| Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés | | | |
| Etat, autres collectivités : créances diverses | 10 902 | 10 902 | |
| Groupe et associés | 340 470 | 340 470 | |
| Débiteurs divers | 219 034 | 219 034 | |
| Charges constatées d'avance | 564 609 | 564 609 | |
| TOTAL GENERAL | 180 631 811 | 180 464 208 | 167 603 |
| Montant des prêts accordés en cours d'exercice | 5 672 | | |
| Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice | | | |
| Prêts et avances consentis aux associés | | | |

| ETAT DES DETTES | Montant brut | 1 an au plus | plus d'1 an,-5 ans | plus de 5 ans |
|---|--------------------|--------------------|--------------------|---------------|
| Emprunts obligataires convertibles | | | | |
| Autres emprunts obligataires | | | | |
| Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine | | | | |
| Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine | | | | |
| Emprunts et dettes financières divers | 16 057 650 | 3 149 576 | 12 908 074 | |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 88 358 152 | 88 358 152 | | |
| Personnel et comptes rattachés | 24 222 699 | 24 222 699 | | |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux | 13 723 784 | 13 723 784 | | |
| Etat : impôt sur les bénéfices | 19 897 | 19 897 | | |
| Etat : taxe sur la valeur ajoutée | 2 379 720 | 2 379 720 | | |
| Etat : obligations cautionnées | | | | |
| Etat : autres impôts, taxes et assimilés | 2 703 147 | 2 703 147 | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | | |
| Groupe et associés | 47 182 930 | 47 182 930 | | |
| Autres dettes | 16 767 674 | 16 767 674 | | |
| Dettes représentatives de titres empruntés | | | | |
| Produits constatés d'avance | | | | |
| TOTAL GENERAL | 211 415 653 | 198 507 579 | 12 908 074 | |
| Emprunts souscrits en cours d'exercice | 473 689 | | | |
| Emprunts remboursés en cours d'exercice | | | | |
| Emprunts, dettes contractés auprès d'associés | | | | |

Transfert de charges

| Nature des transferts | Montant | Imputation au compte |
|-----------------------|---------|----------------------|
| | | |
| TOTAL | | |

Charges et produits exceptionnels

| Nature des charges | Montant | Imputation au compte |
|--|--------------------|----------------------|
| VNC Immobilisations corporelles cédées | 109 300 | 6752000 |
| Amortissement dérogatoire | 4 250 455 | 6872500 |
| Pénalités | 191 | 6712000 |
| PSE | 2 985 255 | 6718000 |
| IDR et MDT PSE | 68 881 | 6875000 |
| Apport west Africa | 2 202 | 6718000 |
| Liquidation SVR VNC financière | 99 069 064 | 6756000 |
| TOTAL | 106 485 348 | |

| Nature des produits | Montant | Imputation au compte |
|---|--------------------|----------------------|
| Amortissement dérogatoire | 3 104 579 | 7872500 |
| VNC Immobilisations corporelles cédées | 500 | 7752000 |
| Quote part de subvention | 57 209 | 7770000 |
| PSE | 5 785 323 | 7875000 |
| IDR et MDT PSE | 200 491 | 7875000 |
| Balancing payment | 150 000 | 7718000 |
| Rentrées sur créances amorties | 9 500 | 7714000 |
| Liquidation SVR reprise prov dep titres | 99 069 064 | 7876000 |
| TOTAL | 108 376 666 | |

Ecarts de conversion sur créances et dettes

| Nature des écarts | Actif | Ecarts compensés par couverture de change | Provision pour perte de change | Passif |
|---------------------------------|---------------|---|--------------------------------------|---------------|
| | Perte latente | | | Gain latent |
| Immobilisations non financières | | | | |
| Immobilisations financières | | | | |
| Créances | | | | 69 901 |
| Dettes financières | | | | |
| Dettes d'exploitation | 7 450 | | | |
| Dettes sur immobilisations | | | | |
| TOTAL | 7 450 | | | 69 901 |

Composition du capital social

| Catégories de titres | Nombre de titres | | | Valeur nominale |
|--|----------------------------|--------------------------|-------------------------------|-----------------|
| | à la clôture de l'exercice | créés pendant l'exercice | remboursés pendant l'exercice | |
| Actions ordinaires | 418 500 | | | 100 |
| Actions amorties | | | | |
| Actions à dividende prioritaire sans droit de vote | | | | |
| Actions préférentielles | | | | |
| Parts sociales | | | | |
| Certificats d'investissements | | | | |

Variation des capitaux propres

| | <i>31/12/2020</i> | <i>Autres répartitions</i> | <i>Augmentation</i> | <i>Diminution</i> | <i>31/12/2021</i> |
|--|--------------------|--------------------------------|---------------------|-------------------|--------------------|
| Capital | 41 850 000 | | | | 41 850 000 |
| Primes d'émissions, de fusion, d'apport | 887 598 | | | | 887 598 |
| Ecarts de réévaluation | 2 536 524 | | | | 2 536 524 |
| Réserve légale | 4 764 357 | | | | 4 764 357 |
| Autres réserves | 2 889 469 | | | | 2 889 469 |
| Report A Nouveau | 21 955 601 | 1 736 092 | 6 044 604 | 6 000 000 | 23 736 297 |
| Résultat de l'exercice | 6 044 604 | | 18 342 633 | 6 044 604 | 18 342 633 |
| Subventions d'investissement | 300 348 | | | 57 209 | 243 139 |
| Provisions réglementées (amortissements dérogatoires) | 28 339 419 | | 4 250 454 | 3 104 579 | 29 485 294 |
| Total | 109 567 921 | | 28 637 691 | 15 206 392 | 124 735 311 |

Engagements financiers donnés et reçus

| Engagements donnés | | | | | | |
|----------------------------|------------------|--------------|----------|----------------|--------------------------|------------------|
| Catégories d'engagements | Total | Au profit de | | | | |
| | | Dirigeants | Filiales | Participations | Autres entreprises liées | Autres |
| Bancaires pour douane | 82 000 | | | | | 82 000 |
| Cautions clients | 3 994 814 | | | | | 3 994 814 |
| Kensington | 288 600 | | | | | 288 600 |
| Cautions clients étrangers | 2 238 697 | | | | | 2 238 697 |
| TOTAL | 6 604 111 | | | | | 6 604 111 |

| Engagements reçus | | | | | | |
|---------------------------|------------------|--------------|----------|----------------|--------------------------|------------------|
| Catégories d'engagements | Total | Accordés par | | | | |
| | | Dirigeants | Filiales | Participations | Autres entreprises liées | Autres |
| Engagements entrepreneurs | 2 154 600 | | | | | 2 154 600 |
| Bancaires pour douane | 82 000 | | | | | 82 000 |
| kensington | 288 600 | | | | | 288 600 |
| TOTAL | 2 525 200 | | | | | 2 525 200 |

| Engagements réciproques | | | | | | |
|--------------------------|-------|------------|----------|----------------|--------------------------|--------|
| Catégories d'engagements | Total | Dirigeants | Filiales | Participations | Autres entreprises liées | Autres |
| TOTAL | | | | | | |

Ventilation de l'impôt

| Nature du résultat | Résultat Comptable Avant impôt (1) | Impôt* Réel (2) | Bénéfice Réel (1) - (2) |
|----------------------|---|-----------------------|-------------------------------|
| Courant | 29 463 667 | 5 173 492 | 24 290 175 |
| Exceptionnel | 1 891 318 | 605 789 | 1 285 529 |
| Participation | -8 223 644 | -2 261 502 | -5 962 142 |
| TOTAUX | 23 131 341 | 3 517 779 | 19 613 562 |

(*) déduction faite des crédits d'impôts suivants :

crédit d'impôt mécénat de 0 €, crédit d'impôt recherche 1 087 244 €

Crédit d'impôt famille 132 085 €

Informations diverses

Ventilation du chiffre d'affaires

| | France | Export | 31/12/2021 |
|-----------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| Biens | 160 924 061 | 599 106 058 | 760 030 119 |
| Services | 23 652 548 | 39 623 634 | 63 276 182 |
| | 184 576 609 | 638 729 692 | 823 306 301 |
| | | | |

Ventilation de l'effectif moyen

| | 2021 |
|---|--------------|
| Ouvriers | 723 |
| Employés, Techniciens et Agents de maîtrise | 388 |
| Cadres | 432 |
| TOTAL | 1 543 |

Intéressement

Le montant de l'intéressement est lié au résultat brut d'exploitation, au résultat qualité usines, au résultat qualité unités de ventes, au montant du chiffre d'affaires ainsi qu'au cash flow.

A ce titre, une somme de 4 819 K€ (y compris forfait social) a été enregistrée dans les comptes en 2021 pour SKF France S.A.S.

Prêts et rémunérations de dirigeants

Conformément à l'article L225-43 du code de commerce, aucun prêt n'a été alloué aux dirigeants de la société.

Conformément à l'article R123-198 du code de commerce, les informations sur les rémunérations des dirigeants ne sont pas communiquées, car cela reviendrait à donner une information individuelle.

Dépenses de recherche et développement

Le montant des dépenses de recherche et développement pour l'exercice 2021 s'est élevé à 18 144 K€.

Identité de la société consolidante

Notre société fait partie du groupe SKF et est consolidée par intégration globale dans les comptes consolidés de la société mère du groupe, la société suédoise AB SKF. Les états financiers consolidés peuvent être obtenus au siège social situé à Göteborg. Conformément à l'article 233-17 du Code de commerce et à l'article 248-13 du décret du 23 mars 1967, la société est exemptée en tant que mère de sous-groupe, d'établir des comptes consolidés et un rapport de gestion du groupe. En effet,

- Ni un ou plusieurs actionnaires représentant au moins un dixième du capital ne se sont opposés à cette exemption,
- Les comptes individuels de la société sont intégrés globalement dans les comptes de la société SKF AB, Göteborg, Suède.

Réserve de réévaluation

En milliers d'euros

| Postes de l'actif immobilisés | Montant à la fin de la période |
|--------------------------------------|---------------------------------------|
| Terrains | 1 391 |
| Participations | 1 146 |
| TOTAL | 2 537 |

Tableau des filiales et participations

| SOCIETES OU GROUPES DE SOCIETE | CAPITAL | | AUTRES CAPITAUX PROPRES | | QUOTE-PART DE CAPITAL DETENU EN % | VALEUR NETTE DES TITRES DETENUS (EN EUROS) |
|--------------------------------|---------|-----------|-------------------------|--|-----------------------------------|--|
| | | | | | | |
| SKF Tunisie | | 2 000 € | | | 100% | 2 440 € |
| SKF Afrique de l'ouest | | 143 058 € | | | 100% | 140 760 |
| TOTAL | | 145 058 € | | | | 143 200 € |

| SOCIETES OU GROUPES DE SOCIETE | PRETS & AVANCES CONSENTIS NON REMB. | CAUTIONS & AVALS FOURNISSEURS | CHIFFRE D'AFFAIRES | RESULTATS DU DERNIER EXERCICE | DIVIDENDES VERSEES EN 2020 |
|--------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------|--------------------|-------------------------------|----------------------------|
| | | | | | |
| SKF Afrique de l'Ouest | | | 270 959,00 € | 14 118 € | |
| TOTAL | | | 335 668 | 13 363 | |

Filiales (50% au moins du capital détenu par la société)

SKF France
Société Par Actions Simplifiée
Capital social 41 850 000 €
Siège social : 34, avenue des Trois Peuples
78180 Montigny le Bretonneux
RCS VERSAILLES B 552 048 837

**PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE
ORDINAIRE DU 11 MAI 2022**

L'an deux mille vingt-deux, le 11 Mai à dix heures, l'actionnaire, sur convocation du Président, a examiné les résolutions et pris les décisions suivantes.

Est présente

La société SKF Holding France SAS actionnaire unique propriétaire des 418.500 actions de la Société, représentée par Philippe Peroz.

L'actionnaire unique étant présent, l'Assemblée peut valablement délibérer.

Assiste également à la réunion

M. Philippe Peroz, Président

Sont excusés

Madame Anne Demerle, représentant le cabinet Deloitte & Associés, Commissaire aux Comptes régulièrement convoqué.

En conséquence, l'Assemblée est régulièrement constituée.

M. Philippe Peroz, préside l'Assemblée.

Le Président de l'Assemblée dépose sur le bureau et met à la disposition de l'actionnaire :

- Les copies des lettres de convocation
- Le rapport du Président
- Le rapport du commissaire aux comptes
- Le bilan et le compte de résultat au 31 décembre 2021 arrêtés par le Président
- Le texte des résolutions.

Le Président de l'Assemblée déclare que les textes requis ont été tenus à la disposition des actionnaires dans les délais légaux.

Le Président de l'Assemblée rappelle ensuite que l'Assemblée est appelée à statuer sur l'ordre du jour suivant :

- Lecture du rapport de gestion du Président et du rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021,
- Approbation des comptes annuels, quitus au Président,
- Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2021,
- Pouvoirs

Le Président de l'Assemblée donne lecture du rapport de gestion et du rapport du Commissaire aux Comptes, puis soumet les résolutions suivantes.

Assemblée Générale Ordinaire

1. Première résolution

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture des rapports du Président et du Commissaire aux Comptes, approuve tels qu'ils lui sont soumis, les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2021 se soldant par un bénéfice net comptable de 18 342 633.36 €.

L'Assemblée Générale donne quitus au Président pour la gestion de l'année écoulée.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

2. Deuxième résolution

L'Assemblée Générale décide d'affecter le résultat de l'exercice comme suit :

Sur proposition du Président, l'Assemblée Générale décide de procéder à l'affectation de résultat suivante :

| | |
|-----------------------------|-----------------|
| Bénéfice de l'exercice 2021 | 18 342 633,36 € |
| Report à nouveau antérieur | 23 736 297,23 € |
| Bénéfice distribuable | 42 078 930,59 € |
| Dividende | 20 000 115,00 € |
| Report à nouveau | 22 078 815,59 € |

Le dividende distribué s'élèvera à 47,79 € par action.

Les dividendes distribués par action lors des trois précédents exercices sont :

| | Dividende total | Dividende par action |
|------|-----------------|----------------------|
| 2018 | 15 000 000,00 € | 35,84 € |
| 2019 | 0 € | 0 € |
| 2020 | 6 000 000,00 € | 14,33 € |

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

3. Troisième résolution

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente Assemblée pour remplir toutes formalités, notamment celles de publicité et de dépôt.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

L'actionnaire
SKF Holding France SAS
M. Philippe Peroz

Le Président
M. Philippe Peroz

DocuSigned by:

7E175CEF97BC42F...

DocuSigned by:

7E175CEF97BC42F...

**ENGLISH VERSION
FOR INFORMATION PURPOSE ONLY**

Draft of Resolutions Shareholder's meeting MAY 11th, 2022

1 . First resolution

The General Assembly, having heard the reports of President and Statutory Auditors, approved as submitted, the balance sheet and accounts for the year ended 31 December 2021 resulting in a net profit of 18 342 633.36 €.

The General Assembly gives discharge to the President for his management of the past year.

2 . Second resolution

The General Assembly decides to allocate the income statement as follows:

| | |
|----------------------|-----------------|
| Net profit 2021 | 18 342 633,36 € |
| Retained earnings | 23 736 297,23 € |
| Distributable result | 42 075 930,59 € |
| Dividend | 20 000 115,00 € |
| Retained earnings | 22 078 815,59 € |

The dividend distributed will amount to € 47.79 per share.

Dividends distributed during the previous three years are:

| | Total dividend | Dividend per share |
|------|-----------------|--------------------|
| 2018 | 15 000 000,00 € | 35,84 € |
| 2019 | 0 € | 0 € |
| 2020 | 6 000 000,00 € | 14,33 € |

This resolution is adopted unanimously.

3 . Third resolution

The shareholders fully empower anyone to produce an extract or a copy in order to proceed with all formalities required by law.

SKF FRANCE

Société par actions simplifiée

34 Avenue des 3 Peuples

78180 Montigny-le-Bretonneux

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

SKF FRANCE

Société par actions simplifiée

34 Avenue des 3 Peuples

78180 Montigny-le-Bretonneux

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

A l'associé unique de la société SKF FRANCE

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société SKF FRANCE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Indemnités de départ à la retraite et indemnités assimilées » de l'annexe aux comptes annuels, qui expose le changement de méthode relatif à l'application de la recommandation n° 2013-02 de l'ANC, modifiée le 5 novembre 2021, ayant introduit un choix de méthodes pour la répartition des droits à prestation pour certains régimes à prestations définies.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 4 Mai 2022

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés



Anne DEMERLÉ

Bilan - Actif

| Rubriques | Montant Brut | Amort. Prov. | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
|--|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| Capital souscrit non appelé | | | | |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | | |
| Frais d'établissement | | | | |
| Frais de développement | 1 068 693 | 1 068 693 | | |
| Concessions, brevets et droits similaires | 1 701 970 | 1 701 970 | | 201 |
| Fonds commercial | 679 621 | 239 621 | 440 000 | 440 000 |
| Autres immobilisations incorporelles | 38 612 | 16 625 | 21 987 | 28 423 |
| Avances, acomptes sur immo. incorporelles | | | | |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | | |
| Terrains | 8 369 949 | 2 098 484 | 6 271 466 | 6 458 151 |
| Constructions | 59 367 753 | 34 728 855 | 24 638 898 | 26 114 396 |
| Installations techniques, matériel, outillage | 161 882 786 | 131 733 246 | 30 149 540 | 31 769 348 |
| Autres immobilisations corporelles | 3 761 927 | 2 989 983 | 771 944 | 451 561 |
| Immobilisations en cours | 29 196 863 | | 29 196 863 | 11 005 571 |
| Avances et acomptes | | | | |
| IMMOBILISATIONS FINANCIERES | | | | |
| Participations par mise en équivalence | | | | |
| Autres participations | 244 005 | 99 900 | 144 105 | 144 105 |
| Créances rattachées à des participations | | | | |
| Autres titres immobilisés | | | | |
| Prêts | 19 954 | | 19 954 | 14 282 |
| Autres immobilisations financières | 167 603 | | 167 603 | 168 379 |
| ACTIF IMMOBILISE | 266 499 737 | 174 677 376 | 91 822 361 | 76 594 417 |
| STOCKS ET EN-COURS | | | | |
| Matières premières, approvisionnements | 45 126 439 | 3 215 118 | 41 911 321 | 30 964 181 |
| En-cours de production de biens | 71 759 | | 71 759 | 325 948 |
| En-cours de production de services | | | | |
| Produits intermédiaires et finis | 32 484 114 | 1 960 343 | 30 523 771 | 27 079 757 |
| Marchandises | 12 719 801 | | 12 719 801 | 11 985 085 |
| Avances et acomptes versés sur commandes | 124 500 | | 124 500 | 203 038 |
| CREANCES | | | | |
| Créances clients et comptes rattachés | 168 783 455 | 3 070 872 | 165 712 583 | 151 118 016 |
| Autres créances | 11 096 190 | | 11 096 190 | 5 619 315 |
| Capital souscrit et appelé, non versé | | | | |
| DIVERS | | | | |
| Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :) | | | | |
| Disponibilités | 894 796 | | 894 796 | 1 237 615 |
| COMPTES DE REGULARISATION | | | | |
| Charges constatées d'avance | 564 609 | | 564 609 | 350 891 |
| ACTIF CIRCULANT | 271 865 663 | 8 246 333 | 263 619 330 | 228 883 846 |
| Frais d'émission d'emprunts à étaler | | | | |
| Primes de remboursement des obligations | | | | |
| Ecart de conversion actif | 7 450 | | 7 450 | 62 435 |
| TOTAL GENERAL | 538 372 850 | 182 923 709 | 355 449 140 | 305 540 697 |

Bilan - Passif

| Rubriques | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
|---|--------------------|--------------------|
| Capital social ou individuel (dont versé : 41 850 000) | 41 850 000 | 41 850 000 |
| Primes d'émission, de fusion, d'apport | 887 598 | 887 598 |
| Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :) | 2 536 524 | 2 536 524 |
| Réserve légale | 4 764 357 | 4 764 357 |
| Réserves statutaires ou contractuelles | | |
| Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours) | | |
| Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes) | 2 889 469 | 2 889 469 |
| Report à nouveau | 23 736 297 | 21 955 601 |
| RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte) | 18 342 633 | 6 044 604 |
| Subventions d'investissement | 243 140 | 300 349 |
| Provisions réglementées | 29 485 295 | 28 339 420 |
| CAPITAUX PROPRES | 124 735 313 | 109 567 922 |
| Produits des émissions de titres participatifs | | |
| Avances conditionnées | | |
| AUTRES FONDS PROPRES | | |
| Provisions pour risques | 12 843 393 | 18 762 587 |
| Provisions pour charges | 3 194 544 | 7 435 124 |
| PROVISIONS | 16 037 937 | 26 197 710 |
| DETTES FINANCIERES | | |
| Emprunts obligataires convertibles | | |
| Autres emprunts obligataires | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | | |
| Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs) | 16 057 650 | 15 583 961 |
| Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | 3 190 337 | 617 499 |
| DETTES D'EXPLOITATION | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 88 358 152 | 81 790 638 |
| Dettes fiscales et sociales | 43 049 247 | 34 703 989 |
| DETTES DIVERSES | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | |
| Autres dettes | 63 950 604 | 37 001 731 |
| COMPTES DE REGULARISATION | | |
| Produits constatés d'avance | | |
| DETTES | 214 605 990 | 169 697 818 |
| Ecart de conversion passif | 69 901 | 77 247 |
| TOTAL GENERAL | 355 449 140 | 305 540 697 |

Compte de résultat

| Rubriques | France | Exportation | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
|---|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| Ventes de marchandises | | | | |
| Production vendue de biens | 160 924 061 | 599 106 058 | 760 030 119 | 620 957 301 |
| Production vendue de services | 23 652 549 | 39 623 634 | 63 276 182 | 54 125 723 |
| CHIFFRES D'AFFAIRES NETS | 184 576 609 | 638 729 692 | 823 306 301 | 675 083 024 |
| Production stockée | | | 3 721 293 | -3 574 263 |
| Production immobilisée | | | | |
| Subventions d'exploitation | | | 211 971 | 13 598 |
| Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges | | | 8 081 112 | 6 144 628 |
| Autres produits | | | 550 213 | 589 785 |
| PRODUITS D'EXPLOITATION | | | 835 870 890 | 678 256 772 |
| Achats de marchandises (y compris droits de douane) | | | 221 782 491 | 191 163 326 |
| Variation de stock (marchandises) | | | -734 717 | 1 732 066 |
| Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane) | | | 291 640 816 | 219 874 447 |
| Variation de stock (matières premières et approvisionnements) | | | -9 615 290 | 5 811 604 |
| Autres achats et charges externes | | | 156 901 768 | 97 449 038 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | | | 7 533 049 | 9 183 077 |
| Salaires et traitements | | | 86 958 040 | 80 218 386 |
| Charges sociales | | | 38 350 704 | 37 460 528 |
| DOTATIONS D'EXPLOITATION | | | | |
| Sur immobilisations : dotations aux amortissements | | | 7 450 673 | 7 597 168 |
| Sur immobilisations : dotations aux dépréciations | | | | |
| Sur actif circulant : dotations aux dépréciations | | | 2 013 635 | 1 074 716 |
| Dotations aux provisions | | | 1 818 829 | 3 403 502 |
| Autres charges | | | 642 326 | 347 946 |
| CHARGES D'EXPLOITATION | | | 804 742 324 | 655 315 804 |
| RESULTAT D'EXPLOITATION | | | 31 128 566 | 22 940 968 |
| OPERATIONS EN COMMUN | | | | |
| Bénéfice attribué ou perte transférée | | | | |
| Perte supportée ou bénéfice transféré | | | | |
| PRODUITS FINANCIERS | | | | |
| Produits financiers de participations | | | | |
| Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé | | | | |
| Autres intérêts et produits assimilés | | | | |
| Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges | | | | |
| Différences positives de change | | | | |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | |
| PRODUITS FINANCIERS | | | | |
| Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions | | | | |
| Intérêts et charges assimilées | | | 1 664 899 | 1 369 809 |
| Différences négatives de change | | | | |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | |
| CHARGES FINANCIERES | | | 1 664 899 | 1 369 809 |
| RESULTAT FINANCIER | | | -1 664 899 | -1 369 809 |
| RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS | | | 29 463 667 | 21 571 159 |

Compte de résultat

| Rubriques | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
|---|--------------------|--------------------|
| Produits exceptionnels sur opérations de gestion | 159 500 | 6 968 489 |
| Produits exceptionnels sur opérations en capital | 57 709 | 57 209 |
| Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges | 108 159 458 | 5 335 134 |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | 108 376 666 | 12 360 833 |
| Charges exceptionnelles sur opérations de gestion | 2 987 648 | 444 735 |
| Charges exceptionnelles sur opérations en capital | 99 178 364 | 170 602 |
| Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions | 4 319 336 | 22 604 490 |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES | 106 485 348 | 23 219 827 |
| RESULTAT EXCEPTIONNEL | 1 891 319 | -10 858 994 |
| Participation des salariés aux résultats de l'entreprise | 8 223 644 | 1 149 782 |
| Impôts sur les bénéfices | 4 788 708 | 3 517 779 |
| TOTAL DES PRODUITS | 944 247 557 | 690 617 605 |
| TOTAL DES CHARGES | 925 904 923 | 684 573 001 |
| BENEFICE OU PERTE | 18 342 633 | 6 044 604 |

Annexes

Faits caractéristiques et Evènements post clôture

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31.12.2021, dont le total est de 355 449 140 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, et dégagant un bénéfice de 18 342 633 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01.01.2021 au 31.12.2021

Faits caractéristiques

SKF France a fait l'objet de deux vérifications de comptabilité relatives aux exercices 2013 et 2014, d'une part, et aux exercices 2015, 2016 et 2017, d'autre part, qui ont eu exclusivement trait à des problématiques de prix de transfert et ont donné lieu à un règlement d'ensemble conclu le 20 novembre 2019.

SKF France a introduit le 26 décembre 2019 une procédure d'élimination des doubles impositions sur la période 2013-2017 auprès du service compétent de la Direction Générale des Finances Publiques.

Dans le prolongement de ces deux procédures de vérification, l'administration fiscale a contrôlé l'exercice 2018 au cours de l'année 2020, uniquement sous l'angle des prix de transfert, et a notifié à la société une proposition de rectification en date du 31 mars 2021 : les rappels d'impôt sur les sociétés se sont élevés à 4,9 M€ et ont été acquittés en octobre 2021.

2021 a été marquée par une forte reprise de l'activité, sans comparaison avec l'année précédente qui avait été marquée par la crise du covid. 2021 est en progression de 5% en termes de chiffre d'affaires par rapport à 2019, dernière année de référence, alors que le résultat d'exploitation baisse de 40%, principalement sous l'effet de l'augmentation du coût d'achats des marchandises et matières premières.

Le projet de réorganisation décidé en septembre 2020 et signé le 19 mars 2021 a commencé dernière moitié de l'exercice 2021 et se poursuit sur l'exercice 2022.

Il a été décidé de :

- Réorganiser les activités des systèmes de lubrification ainsi que le service de rénovation de broches et ajuster les activités dédiées à la conception et à l'homologation des produits à destination du secteur automobile, basés sur le site de Saint-Cyr.
- Réduire les coûts de structure et ajuster l'organisation des fonctions support des sites de Montigny et de Saint-Cyr.
- Transférer les activités de production des couronnes d'orientation sur le site de Saint-Cyr.

La provision comptabilisée au 31/12/2020 a donc été reprise partiellement sur l'exercice 2021.

A la date d'arrêté des comptes, la continuité d'exploitation n'est pas remise en cause et SKF France continue de bénéficier du cash pooling du Groupe.

Evènements post clôture

Pour 2022, il est très difficile de faire une prévision – la guerre en Ukraine a remis en cause certains marchés commerciaux et a pour conséquence des hausses importantes sur la partie matière qui risque de fragiliser la profitabilité.

Règles et méthodes comptables

Les états financiers ont été établis en conformité avec les principes généraux d'établissement et de présentation des comptes définis par le code de commerce et le règlement ANC n° 2018-01 du 20 Avril 2018.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Actif immobilisé

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Lorsque leur durée d'utilité est définie, les immobilisations incorporelles sont amorties sur leur durée d'utilisation attendue par la société.

Les fonds commerciaux inscrits au bilan et ayant une durée d'utilisation non limitée ne sont pas amortis et font l'objet d'un test de dépréciation sur une base annuelle.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition) ou à leur coût de production (hors intérêts des emprunts dédiés à la production).

La réévaluation de 1976, pour les immobilisations acquises antérieurement à cette date, s'ajoute à la valeur brute des immobilisations corporelles.

La société applique les règles du Plan Comptable Général prévues en matière de définition, d'évaluation, de comptabilisation, de dépréciation et d'amortissement des actifs, telles que définies dans les règlements suivants :

- Règlement 2002-10 du 12 Septembre 2002 relatif aux amortissements et dépréciations d'actifs,
- Règlement 2004-06 du 23 Novembre 2004 relatif à la définition, à la comptabilisation et à l'évaluation.

Règles et méthodes comptables

L'application de ces règlements et la redéfinition des durées d'utilisations des immobilisations concernées se sont traduites par l'augmentation de leur durée de vie moyenne.

S'agissant des immobilisations non décomposées, la société SKF France S.A.S a comptabilisé au 31 décembre 2021 des amortissements dérogatoires en provisions réglementées s'élevant à 29 485 294 € correspondant à la différence entre la durée d'usage (fiscale) et la durée d'utilisation (comptable)

La société amortit ses immobilisations sur leur durée d'utilité, reflétant ainsi le rythme selon lequel les avantages économiques futurs liés à l'actif sont consommés par l'entreprise. N'ayant pas identifié de valeur significative et mesurable à la fin d'utilisation des actifs, SKF France S.A.S. n'a pas retenu de valeur résiduelle pour la définition de ses bases amortissables.

Les modes et durées d'amortissements retenus sont les suivants :

| Natures / Modes et durées d'amortissements | Economiques | | Fiscaux | |
|---|-------------|-------------|-----------------------------|-------------|
| | Mode | Durée | Mode | Durée |
| Constructions | Linéaire | 33 ans | Linéaire | 10 à 20 ans |
| Installations générales, Agencements Aménagements divers | Linéaire | 10 à 20 ans | Linéaire ou Dégressif | 10 à 20 ans |
| Installation techniques, Matériel et outillage industriel | Linéaire | 5 à 20 ans | Linéaire ou Dégressif | 5 à 10 ans |
| Matériel de transport | Linéaire | 4 ans | Linéaire ou Dégressif | 4 ans |
| Matériel et informatique, Mobilier | Linéaire | 1 à 4 ans | Linéaire ou Dégressif | 4 à 10 ans |

La différence entre l'amortissement dégressif et l'amortissement économique est comptabilisée au passif du bilan en amortissements dérogatoires.

Les subventions d'investissement sont constatées en produits exceptionnels sur la même durée et au même rythme que l'amortissement de l'immobilisation acquise.

Immobilisations financières

Les titres de participations ainsi que les autres titres ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, hors frais d'acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres cédés a été estimée selon la méthode du coût unitaire moyen pondéré.

A la clôture de l'exercice, la valeur des titres de participation est comparée à la valeur d'utilité tenant compte de la quote-part d'actif net majoré des plus-values latentes, et de la tendance des résultats ainsi que de l'intérêt économique des sociétés pour le groupe.

Règles et méthodes comptables

En cas de situation nette négative de filiales pour lesquelles la société a une obligation juridique et implicite de soutien, une dépréciation pour risques complémentaire est constituée.

Les prêts, dépôts et autres créances immobilisées ont été évalués à leur valeur nominale, et ont, le cas échéant, été dépréciés pour tenir compte de leur valeur actuelle à la clôture de l'exercice.

Stocks

Les matières premières, fournitures et produits finis sont évalués à partir des coûts standards revalorisés selon la méthode Premier Entré / Premier Sorti.

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires à l'exception de toute valeur ajoutée.

L'évaluation des produits et travaux en cours comprend :

- Les coûts des matières et approvisionnements,
- Les frais directs de fabrication,
- Les frais fixes d'atelier et d'usine ainsi que les amortissements.

Les frais commerciaux, de siège social, financiers et de recherche et développement n'y sont pas inclus.

Les produits en stock dont la rotation est lente, ou en état d'obsolescence technique ou commerciale, ont fait l'objet de dépréciations calculées référence par référence.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur de réalisation des produits stockés est inférieure à leur coût de production ou d'acquisition. La valeur de réalisation est notamment estimée en fonction des perspectives de revente des produits stockés.

Les différences entre les dépréciations pratiquées et celles admises par l'administration sont retraitées fiscalement.

Créances et dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Les créances et dettes libellées en monnaies étrangères ont été évaluées sur la base du cours de change à la clôture du bilan.

Les différences de cette évaluation ont été inscrites en écarts de conversion actif ou passif.

Une dépréciation est effectuée lorsque des créances présentent un risque d'irrecouvrabilité.

Conformément au règlement ANC n° 2015-05 relatif aux instruments financiers à terme et aux opérations de couverture, depuis le 1er janvier 2017, les pertes et gains de changes afférents aux opérations commerciales sont présentés en résultat d'exploitation en autres produits et autres charges.

Il en est de même pour les dotations et les reprises de provisions pour pertes de change latentes sur créances et dettes commerciales.

Règles et méthodes comptables

Provisions réglementées

Les provisions réglementées figurant au bilan représentent la différence entre les amortissements fiscaux et les amortissements pour dépréciation calculés suivant les modalités énoncées ci-avant. Ces provisions sont détaillées sur l'état des provisions et font partie des capitaux propres au bilan.

La contrepartie des mouvements constatés sur le poste provisions réglementées est comptabilisée en résultat exceptionnel.

Opérations en devises

Les charges et les produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les dettes, créances et disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur à la clôture de l'exercice.

La différence résultant de l'actualisation des dettes et des créances en devises à la fin de l'exercice est portée au bilan en « écart de conversion ».

Les pertes latentes font l'objet d'une provision pour risque.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque sont comptabilisées à leur valeur nominale. Les liquidités immédiates libellées en devises sont comptabilisées en euros sur la base du cours de change officiel de clôture.

Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont justifiées par des risques certains ou probables et font l'objet d'une estimation au cas par cas.

Des provisions pour risques et charges sont constituées lorsque la société a une obligation à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain qu'elle devra faire face à une sortie de ressources au profit de ces tiers sans contrepartie. Ces provisions sont estimées en prenant en considération les hypothèses les plus probables à la date d'arrêt des comptes.

Indemnités de départ à la retraite et indemnités assimilées

La société comptabilise, dans ses comptes sociaux, les engagements au titre des indemnités de départ à la retraite du personnel en activité valorisés sur la base d'un calcul actuariel, conformément aux recommandations du communiqué du Conseil National de la Comptabilité du 22 juillet 2004, la recommandation de l'ANC du 7 novembre 2013, la recommandation 2003-R.01 du 1^{er} avril 2003 et à la norme IAS 19 révisée. Les écarts actuariels générés au cours de l'exercice 2021 ont été comptabilisés par le compte de résultat.

Règles et méthodes comptables

Ces engagements de retraite sont déterminés avec le support d'actuaire externes, selon la méthode des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations, et chacune de ces unités est évaluée séparément pour obtenir l'obligation finale.

Les principales hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

| | N | N-1 |
|--|-------------|-------------|
| - Taux d'actualisation | 1,15 % | 0,65 % |
| - Taux de charges sociales (en cas de départ volontaire) | 46 % | 47 % |
| - Taux d'augmentation des salaires cadres * | 2,8 % | 2,8 % |
| - Taux d'augmentation des salaires non cadres * | 2,8 % | 2,8 % |
| | | |
| - Taux de rotation du personnel variant selon l'âge et les catégories professionnelles | 0,5 à 2.6 % | 0,5 à 2.2 % |
| - Table de mortalité Insee | 2012-2014 | 2012-2014 |

* inflation comprise

Cette évaluation est réalisée une fois par an.

En 2021, le comité d'interprétation des normes IFRS (IFRIC) a réinterprété la détermination de la période d'acquisition des droits de certains régimes de retraite. (norme IAS 19)

Le régime concerné par le groupe SKF France est les indemnités de fin de carrière.

L'ancienne méthode de détermination de la période d'acquisition :

Engagement en fonction de l'ancienneté passée au calcul / Ancienneté totales projetée au départ

La nouvelle méthode :

La convention de la métallurgie prévoyant des droits définis par palier d'ancienneté :

Aucun droit n'est acquis en cas de départ avant l'âge de la retraite

Les droits plafonnent après un certain nombre d'année d'ancienneté

L'engagement s'effectue sur les dernières années de carrière du salarié dans l'entreprise et par plafond

La conséquence de ce changement de méthode est la baisse des engagements constatés par les capitaux propres. Pour la société, elle se caractérise par une baisse de 1 736K€ : la provision IDR au 31/12/2020 est donc passée de 7 435K€ à 5 699K€.

Au 31 décembre 2021, les engagements envers le personnel s'élèvent à 25 965 K€, alors que la société dispose d'un actif de couverture (correspondant aux fonds versés auprès d'un organisme d'assurance) s'élevant à 24 745 K€, conduisant à reconnaître une provision pour risques et charges inscrite au passif du bilan de la société de 1220 K€.

Par ailleurs, le montant de l'engagement au titre des médailles du travail s'élève à 1 975 K€.

Règles et méthodes comptables

Pour les contrats à long terme, une prévision de résultat à fin d'affaire est déterminée lors de l'enregistrement en carnet de commande et est ré-estimée à chaque arrêté de comptes selon les hypothèses les plus vraisemblables à cette date.

Cette prévision de résultat comprend notamment la prise en compte des pénalités correspondant aux retards effectifs ou prévus en fonction du calendrier prévisionnel de livraison du contrat.

Les résultats sont constatés en résultat de période selon la méthode de l'avancement par les coûts.

En cas de perte à la fin d'affaire, celle-ci est provisionnée pour sa totalité dès qu'elle est connue.

Cette perte à fin d'affaire comprend une estimation de l'ensemble des coûts directs. Les frais hors production (généraux et administratifs) sont directement pris en charge dans l'exercice. Ils ne sont pas inclus dans la provision pour perte à terminaison des contrats déficitaires.

Impôt sur les sociétés

Selon l'accord initial signé en date du 20/12/1995, la société SKF France S.A.S fait partie depuis le 1er janvier 1996 du Groupe fiscal constitué par la société SKF Holding France S.A.S. dans le cadre des articles 223A et suivants du C.G.I

De ce fait la société SKF Holding S.A.S est seule redevable de l'impôt sur les sociétés dû. A ce titre, SKF France S.A.S verse à la société SKF Holding France S.A.S, sa société mère, une somme égale à l'impôt qui aurait grevé son résultat si elle était imposable distinctement.

Immobilisations

| Rubriques | Début d'exercice | Réévaluation | Acquisit., apports |
|--|--------------------|--------------|--------------------|
| FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT | 1 068 693 | | |
| AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 2 420 203 | | |
| Terrains | 8 399 691 | | |
| Dont composants | | | |
| Constructions sur sol propre | 12 538 139 | | |
| Constructions sur sol d'autrui | 12 430 | | |
| Const. Install. générales, agenc., aménag. | 46 737 106 | | 738 525 |
| Install. techniques, matériel et outillage ind. | 161 672 766 | | 3 308 163 |
| Installations générales, agenc., aménag. | 360 721 | | |
| Matériel de transport | 81 414 | | |
| Matériel de bureau, informatique, mobilier | 3 094 822 | | 545 041 |
| Emballages récupérables et divers | | | |
| Immobilisations corporelles en cours | 11 005 571 | | 22 834 555 |
| Avances et acomptes | | | |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 243 902 661 | | 27 426 284 |
| Participations évaluées par mise en équivalence | | | |
| Autres participations | 99 313 069 | | |
| Autres titres immobilisés | | | |
| Prêts et autres immobilisations financières | 182 661 | | 5 672 |
| IMMOBILISATIONS FINANCIERES | 99 495 730 | | 5 672 |
| TOTAL GENERAL | 346 887 287 | | 27 431 956 |

| Rubriques | Virement | Cession | Fin d'exercice | Valeur d'origine |
|--|----------|--------------------|--------------------|------------------|
| FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT | | | 1 068 693 | |
| AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES | | | 2 420 203 | |
| Terrains | | 29 742 | 8 369 949 | |
| Constructions sur sol propre | | 1 087 | 12 537 052 | |
| Constructions sur sol d'autrui | | | 12 430 | |
| Constructions, installations générales, agenc. | | 657 360 | 46 818 270 | |
| Installations techn.,matériel et outillages ind. | | 3 098 143 | 161 882 786 | |
| Installations générales, agencements divers | | | 360 721 | |
| Matériel de transport | | | 81 414 | |
| Matériel de bureau, informatique, mobilier | | 320 071 | 3 319 792 | |
| Emballages récupérables et divers | | | | |
| Immobilisations corporelles en cours | | 4 643 263 | 29 196 863 | |
| Avances et acomptes | | | | |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | 8 749 667 | 262 579 279 | |
| Participations évaluées par mise équivalence | | | | |
| Autres participations | | 99 069 064 | 244 005 | |
| Autres titres immobilisés | | | | |
| Prêts et autres immobilisations financières | | 776 | 187 557 | |
| IMMOBILISATIONS FINANCIERES | | 99 069 840 | 431 562 | |
| TOTAL GENERAL | | 107 819 506 | 266 499 737 | |

Amortissements

| Rubriques | Début d'exercice | Dotations | Reprises | Fin d'exercice |
|---|--------------------|------------------|------------------|--------------------|
| Frais d'établissements et développement | 1 068 693 | | | 1 068 693 |
| Fonds commercial | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | 1 711 959 | 6 637 | | 1 718 595 |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 2 780 651 | 6 637 | | 2 787 288 |
| Terrains | 1 941 541 | 186 685 | 29 742 | 2 098 484 |
| Constructions sur sol propre | 9 595 129 | 202 160 | 684 | 9 796 605 |
| Constructions sur sol d'autrui | 6 029 | 373 | | 6 402 |
| Constructions installations générales, agenc., aménag. | 23 572 122 | 1 944 299 | 590 572 | 24 925 848 |
| Installations techniques, matériel et outillage industriels | 129 903 418 | 4 885 971 | 3 056 143 | 131 733 246 |
| Installations générales, agenc. et aménag. divers | 95 031 | 48 952 | | 143 983 |
| Matériel de transport | 81 414 | | | 81 414 |
| Matériel de bureau et informatique, mobilier | 2 908 952 | 175 596 | 319 962 | 2 764 586 |
| Emballages récupérables, divers | | | | |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 168 103 635 | 7 444 036 | 3 997 103 | 171 550 568 |
| TOTAL GENERAL | 170 884 286 | 7 450 673 | 3 997 104 | 174 337 855 |

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

| Rubriques | Dotations | | | Reprises | | | Mouvements amortissements fin exercice |
|----------------------|---------------------------------|----------------|------------------------|---------------------------------|----------------|------------------------|--|
| | Différentiel de durée et autres | Mode dégressif | Amort.fisc. exception. | Différentiel de durée et autres | Mode dégressif | Amort.fisc. exception. | |
| Frais établis. | | | | | | | |
| Fonds Cial | | | | | | | |
| Autres. INC. | | | | | | | |
| INCORPOREL. | | | | | | | |
| Terrains | 108 799 | | | 23 486 | | | 85 313 |
| Construct. | | | | | | | |
| - sol propre | 38 505 | | | 50 360 | | | -11 855 |
| - sol autrui | 252 | | | | | | 252 |
| - installations | 946 689 | | | 984 170 | | | -37 481 |
| Install. Tech. | 3 128 151 | | | 2 037 882 | | | 1 090 269 |
| Install. Gén. | | | | | | | |
| Mat. Transp. | 1 | | | | | | 1 |
| Mat bureau | 28 057 | | | 8 680 | | | 19 377 |
| Embal récup. | | | | | | | |
| CORPOREL. | 4 250 455 | | | 3 104 579 | | | 1 145 875 |
| Acquis. titre | | | | | | | |
| TOTAL | 4 250 455 | | | 3 104 579 | | | 1 145 875 |

| Charges réparties sur plusieurs exercices | Début d'exercice | Augmentations | Dotations | Fin d'exercice |
|---|------------------|---------------|-----------|----------------|
| Frais d'émission d'emprunts à étaler | | | | |
| Primes de remboursement des obligations | | | | |

Provisions et dépréciations

| <i>Rubriques</i> | <i>31/12/2020</i> | <i>changement de méthode</i> | <i>Dotations</i> | <i>Reprises sans objet</i> | <i>Reprises pour utilisation</i> | <i>31/12/2021</i> |
|---|--------------------|----------------------------------|------------------|--------------------------------|--------------------------------------|-------------------|
| Provisions réglementées | 28 339 419 | | 4 250 454 | 3 104 579 | | 29 485 294 |
| Amortissements dérogatoires | 28 339 419 | | 4 250 454 | 3 104 579 | | 29 485 294 |
| Provisions pour risques et charges | 26 197 710 | | 1 887 710 | 6 892 309 | 3 419 084 | 16 037 935 |
| Provision pour pertes de change | 62 434 | | 7 450 | 62 435 | | 7 449 |
| Provision pour Pensions et retraites | 5 345 970 | -1 736 092 | 1 453 637 | 3 458 938 | 384 833 | 1 219 744 |
| Provision médaille du travail | 2 089 154 | | 232 209 | 4 588 | 341 976 | 1 974 799 |
| Provision pour restructuration | 221 650 | | | | | 221 650 |
| Provisions pour litiges et risques divers | 1 178 502 | | 194 414 | 195 000 | 78 300 | 1 099 616 |
| Provision PSE | 17 300 000 | | | 3 171 348 | 2 613 975 | 11 514 677 |
| Provisions pour dépréciations | 109 396 818 | | 2 013 634 | 102 824 598 | | 8 585 854 |
| Dépréciation sur immobilisations corporelles | | | | | | |
| Dépréciation sur immobilisations incorporelles | 239 621 | | | | | 239 621 |
| Dépréciation sur titres de participation | 8 426 958 | | | 8 327 058 | | 99 900 |
| Dépréciation sur autres immo. Financières | 90 742 006 | | | 90 742 006 | | |
| Dépréciation sur stocks et encours | 5 975 842 | | 1 869 849 | 2 670 230 | | 5 175 461 |
| Dépréciation sur comptes clients | 4 012 391 | | 143 785 | 1 085 304 | | 3 070 872 |
| TOTAL GENERAL | 163 933 947 | | 8 151 798 | 112 821 486 | 3 419 084 | 54 109 083 |

Créances et dettes

| ETAT DES CREANCES | Montant brut | 1 an au plus | plus d'un an |
|---|--------------------|--------------------|----------------|
| Créances rattachées à des participations | | | |
| Prêts | 19 954 | 19 954 | |
| Autres immobilisations financières | 167 603 | | 167 603 |
| Clients douteux ou litigieux | 1 510 106 | 1 510 106 | |
| Autres créances clients | 167 273 349 | 167 273 349 | |
| Créance représentative de titres prêtés | | | |
| Personnel et comptes rattachés | 732 156 | 732 156 | |
| Sécurité Sociale et autres organismes sociaux | | | |
| Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices | | | |
| Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée | 9 793 628 | 9 793 628 | |
| Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés | | | |
| Etat, autres collectivités : créances diverses | 10 902 | 10 902 | |
| Groupe et associés | 340 470 | 340 470 | |
| Débiteurs divers | 219 034 | 219 034 | |
| Charges constatées d'avance | 564 609 | 564 609 | |
| TOTAL GENERAL | 180 631 811 | 180 464 208 | 167 603 |
| Montant des prêts accordés en cours d'exercice | 5 672 | | |
| Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice | | | |
| Prêts et avances consentis aux associés | | | |

| ETAT DES DETTES | Montant brut | 1 an au plus | plus d'1 an,-5 ans | plus de 5 ans |
|---|--------------------|--------------------|--------------------|---------------|
| Emprunts obligataires convertibles | | | | |
| Autres emprunts obligataires | | | | |
| Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine | | | | |
| Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine | | | | |
| Emprunts et dettes financières divers | 16 057 650 | 3 149 576 | 12 908 074 | |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 88 358 152 | 88 358 152 | | |
| Personnel et comptes rattachés | 24 222 699 | 24 222 699 | | |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux | 13 723 784 | 13 723 784 | | |
| Etat : impôt sur les bénéfices | 19 897 | 19 897 | | |
| Etat : taxe sur la valeur ajoutée | 2 379 720 | 2 379 720 | | |
| Etat : obligations cautionnées | | | | |
| Etat : autres impôts, taxes et assimilés | 2 703 147 | 2 703 147 | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | | |
| Groupe et associés | 47 182 930 | 47 182 930 | | |
| Autres dettes | 16 767 674 | 16 767 674 | | |
| Dettes représentatives de titres empruntés | | | | |
| Produits constatés d'avance | | | | |
| TOTAL GENERAL | 211 415 653 | 198 507 579 | 12 908 074 | |
| Emprunts souscrits en cours d'exercice | 473 689 | | | |
| Emprunts remboursés en cours d'exercice | | | | |
| Emprunts, dettes contractés auprès d'associés | | | | |

Transfert de charges

| Nature des transferts | Montant | Imputation au compte |
|-----------------------|---------|----------------------|
| | | |
| TOTAL | | |

Charges et produits exceptionnels

| Nature des charges | Montant | Imputation au compte |
|--|--------------------|----------------------|
| VNC Immobilisations corporelles cédées | 109 300 | 6752000 |
| Amortissement dérogatoire | 4 250 455 | 6872500 |
| Pénalités | 191 | 6712000 |
| PSE | 2 985 255 | 6718000 |
| IDR et MDT PSE | 68 881 | 6875000 |
| Apport west Africa | 2 202 | 6718000 |
| Liquidation SVR VNC financière | 99 069 064 | 6756000 |
| TOTAL | 106 485 348 | |

| Nature des produits | Montant | Imputation au compte |
|---|--------------------|----------------------|
| Amortissement dérogatoire | 3 104 579 | 7872500 |
| VNC Immobilisations corporelles cédées | 500 | 7752000 |
| Quote part de subvention | 57 209 | 7770000 |
| PSE | 5 785 323 | 7875000 |
| IDR et MDT PSE | 200 491 | 7875000 |
| Balancing payment | 150 000 | 7718000 |
| Rentrées sur créances amorties | 9 500 | 7714000 |
| Liquidation SVR reprise prov dep titres | 99 069 064 | 7876000 |
| TOTAL | 108 376 666 | |

Ecarts de conversion sur créances et dettes

| Nature des écarts | Actif | Ecarts compensés par couverture de change | Provision pour perte de change | Passif |
|---------------------------------|---------------|---|--------------------------------------|---------------|
| | Perte latente | | | Gain latent |
| Immobilisations non financières | | | | |
| Immobilisations financières | | | | |
| Créances | | | | 69 901 |
| Dettes financières | | | | |
| Dettes d'exploitation | 7 450 | | | |
| Dettes sur immobilisations | | | | |
| TOTAL | 7 450 | | | 69 901 |

Composition du capital social

| Catégories de titres | Nombre de titres | | | Valeur nominale |
|--|----------------------------|--------------------------|-------------------------------|-----------------|
| | à la clôture de l'exercice | créés pendant l'exercice | remboursés pendant l'exercice | |
| Actions ordinaires | 418 500 | | | 100 |
| Actions amorties | | | | |
| Actions à dividende prioritaire sans droit de vote | | | | |
| Actions préférentielles | | | | |
| Parts sociales | | | | |
| Certificats d'investissements | | | | |

Variation des capitaux propres

| | <i>31/12/2020</i> | <i>Autres répartitions</i> | <i>Augmentation</i> | <i>Diminution</i> | <i>31/12/2021</i> |
|--|--------------------|--------------------------------|---------------------|-------------------|--------------------|
| Capital | 41 850 000 | | | | 41 850 000 |
| Primes d'émissions, de fusion, d'apport | 887 598 | | | | 887 598 |
| Ecarts de réévaluation | 2 536 524 | | | | 2 536 524 |
| Réserve légale | 4 764 357 | | | | 4 764 357 |
| Autres réserves | 2 889 469 | | | | 2 889 469 |
| Report A Nouveau | 21 955 601 | 1 736 092 | 6 044 604 | 6 000 000 | 23 736 297 |
| Résultat de l'exercice | 6 044 604 | | 18 342 633 | 6 044 604 | 18 342 633 |
| Subventions d'investissement | 300 348 | | | 57 209 | 243 139 |
| Provisions réglementées (amortissements dérogatoires) | 28 339 419 | | 4 250 454 | 3 104 579 | 29 485 294 |
| Total | 109 567 921 | | 28 637 691 | 15 206 392 | 124 735 311 |

Engagements financiers donnés et reçus

| Engagements donnés | | | | | | |
|----------------------------|------------------|--------------|----------|----------------|--------------------------|------------------|
| Catégories d'engagements | Total | Au profit de | | | | |
| | | Dirigeants | Filiales | Participations | Autres entreprises liées | Autres |
| Bancaires pour douane | 82 000 | | | | | 82 000 |
| Cautions clients | 3 994 814 | | | | | 3 994 814 |
| Kensington | 288 600 | | | | | 288 600 |
| Cautions clients étrangers | 2 238 697 | | | | | 2 238 697 |
| TOTAL | 6 604 111 | | | | | 6 604 111 |

| Engagements reçus | | | | | | |
|---------------------------|------------------|--------------|----------|----------------|--------------------------|------------------|
| Catégories d'engagements | Total | Accordés par | | | | |
| | | Dirigeants | Filiales | Participations | Autres entreprises liées | Autres |
| Engagements entrepreneurs | 2 154 600 | | | | | 2 154 600 |
| Bancaires pour douane | 82 000 | | | | | 82 000 |
| kensington | 288 600 | | | | | 288 600 |
| TOTAL | 2 525 200 | | | | | 2 525 200 |

| Engagements réciproques | | | | | | |
|--------------------------|-------|------------|----------|----------------|--------------------------|--------|
| Catégories d'engagements | Total | Dirigeants | Filiales | Participations | Autres entreprises liées | Autres |
| TOTAL | | | | | | |

Ventilation de l'impôt

| Nature du résultat | Résultat Comptable Avant impôt (1) | Impôt* Réel (2) | Bénéfice Réel (1) - (2) |
|----------------------|---|-----------------------|-------------------------------|
| Courant | 29 463 667 | 5 173 492 | 24 290 175 |
| Exceptionnel | 1 891 318 | 605 789 | 1 285 529 |
| Participation | -8 223 644 | -2 261 502 | -5 962 142 |
| TOTAUX | 23 131 341 | 3 517 779 | 19 613 562 |

(*) déduction faite des crédits d'impôts suivants :

crédit d'impôt mécénat de 0 €, crédit d'impôt recherche 1 087 244 €

Crédit d'impôt famille 132 085 €

Informations diverses

Ventilation du chiffre d'affaires

| | France | Export | 31/12/2021 |
|-----------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| Biens | 160 924 061 | 599 106 058 | 760 030 119 |
| Services | 23 652 548 | 39 623 634 | 63 276 182 |
| | 184 576 609 | 638 729 692 | 823 306 301 |
| | | | |

Ventilation de l'effectif moyen

| | 2021 |
|---|--------------|
| Ouvriers | 723 |
| Employés, Techniciens et Agents de maîtrise | 388 |
| Cadres | 432 |
| TOTAL | 1 543 |

Intéressement

Le montant de l'intéressement est lié au résultat brut d'exploitation, au résultat qualité usines, au résultat qualité unités de ventes, au montant du chiffre d'affaires ainsi qu'au cash flow.

A ce titre, une somme de 4 819 K€ (y compris forfait social) a été enregistrée dans les comptes en 2021 pour SKF France S.A.S.

Prêts et rémunérations de dirigeants

Conformément à l'article L225-43 du code de commerce, aucun prêt n'a été alloué aux dirigeants de la société.

Conformément à l'article R123-198 du code de commerce, les informations sur les rémunérations des dirigeants ne sont pas communiquées, car cela reviendrait à donner une information individuelle.

Informations diverses

Dépenses de recherche et développement

Le montant des dépenses de recherche et développement pour l'exercice 2021 s'est élevé à 18 144 K€.

Identité de la société consolidante

Notre société fait partie du groupe SKF et est consolidée par intégration globale dans les comptes consolidés de la société mère du groupe, la société suédoise AB SKF. Les états financiers consolidés peuvent être obtenus au siège social situé à Göteborg. Conformément à l'article 233-17 du Code de commerce et à l'article 248-13 du décret du 23 mars 1967, la société est exemptée en tant que mère de sous-groupe, d'établir des comptes consolidés et un rapport de gestion du groupe. En effet,

- Ni un ou plusieurs actionnaires représentant au moins un dixième du capital ne se sont opposés à cette exemption,
- Les comptes individuels de la société sont intégrés globalement dans les comptes de la société SKF AB, Göteborg, Suède.

Réserve de réévaluation

En milliers d'euros

| Postes de l'actif immobilisés | Montant à la fin de la période |
|--------------------------------------|---------------------------------------|
| Terrains | 1 391 |
| Participations | 1 146 |
| TOTAL | 2 537 |

Tableau des filiales et participations

| SOCIETES OU GROUPES DE SOCIETE | CAPITAL | | AUTRES CAPITAUX PROPRES | | QUOTE-PART DE CAPITAL DETENU EN % | VALEUR NETTE DES TITRES DETENUS (EN EUROS) |
|--------------------------------|---------|-----------|-------------------------|--|-----------------------------------|--|
| | | | | | | |
| SKF Tunisie | | 2 000 € | | | 100% | 2 440 € |
| SKF Afrique de l'ouest | | 143 058 € | | | 100% | 140 760 |
| TOTAL | | 145 058 € | | | | 143 200 € |

| SOCIETES OU GROUPES DE SOCIETE | PRETS & AVANCES CONSENTIS NON REMB. | CAUTIONS & AVALS FOURNISSEURS | CHIFFRE D'AFFAIRES | RESULTATS DU DERNIER EXERCICE | DIVIDENDES VERSEES EN 2020 |
|--------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------|--------------------|-------------------------------|----------------------------|
| | | | | | |
| SKF Afrique de l'Ouest | | | 270 959,00 € | 14 118 € | |
| TOTAL | | | 335 668 | 13 363 | |

Filiales (50% au moins du capital détenu par la société)